



CSI- Afrique – Renforcement des interventions dans le domaine de la Politique économique et sociale

Atelier de développement des compétences des chercheurs syndicaux - 2^e Edition

Centre de Formation de la CSI-Afrique - Lomé / Togo, 20 – 23 juin 2011

Session 3

**Le mouvement syndical africain
face aux enjeux et défis du
développement du continent.**

Sommaire

- I. Les enjeux de la participation des syndicats au débat sur les questions de développement du continent
- II. Les défis de développement en Afrique
- III. Les initiatives du mouvement syndical dans sa participation au dialogue social concernant la politique économique et sociale
- IV. Les perspectives et les axes d'actions futures des syndicats africains pour la promotion du développement sur le continent

Avant props

Les diverses politiques de développement mises en œuvre depuis plus de 50 ans en Afrique n'ont pas permis d'améliorer les conditions de vie des populations, notamment les travailleurs.

Les syndicats africains par leur implication dans les débats doivent contribuer à trouver des solutions aux problèmes de développement du continent.

Pour ce faire, le syndicalisme africain doit pouvoir s'affirmer par ses actions.

1. Les enjeux de la participation des syndicats au débat sur les questions de développement

Les enjeux de la participations des syndicats au débat sur les questions de développement tiennent compte des préoccupations des travailleurs et des syndicats pour

- ❖ assurer une meilleure cohésion sur le plan mondial ;
- ❖ défendre une équitabilité dans la gouvernance mondiale;
- ❖ promouvoir la justice sociale

D'où leur attachement au

Développement humain durable basé sur quatre piliers

1. **La croissance économique** : accroissement des potentialités en termes de richesses et de revenus, et répartition équitable des fruits de la croissance
2. **La justice sociale** : élargissement de l'accès de tous les individus aux diverses opportunités vitales pour leurs existences: emploi décent, accès aux services sociaux (eau, électricité, santé, éducation)

3. La durabilité écologique, social et financier c'est-à-dire la protection de l'environnement et la préservation du potentiel de production pour les générations futures, traitement judiciaire des problèmes de changement climatique

4. Le contrôle des personnes sur leur destinée qui se caractérise par l'absence de discrimination du genre, la jouissance des libertés individuelles et la participation à la vie de la Cité.

2. Les défis de développement en Afrique

Les défis auxquels font face les économies africaines peuvent être regroupés en **4 grandes catégories** :

- **Défis de la marginalisation et de la faible capacité des économies africaines,**
- **Défis de gouvernance**
- **Défis de la dégradation des conditions de vie des populations,**
- **Défis de la faiblesse des Etats Africains**

→ Défis de la marginalisation et de la faible capacité des économies africaines: crises économiques, crises alimentaires, crises climatiques et énergétiques, crises financières, crises de l'emploi...

→ Défis de gouvernance:

- Gouvernance politique (conflits armés, conflits électoraux)
- Gouvernance économique (corruption, détournement)
- Gouvernance sociale (conflits ethniques, conflits frontaliers)

→ Défis de la dégradation des conditions de vie des populations:

pauvreté, faim et malnutrition, chômage, sous-emploi, hausse des prix des denrées alimentaires, inégalité du genre, dénis des droits humains et syndicaux, absence de protection sociale, propagation du VIH/SIDA, augmentation des flux migratoires ...

→ Défis de la faiblesse des Etats

Africains:

L'incapacité des Etats africains à consolider les processus d'intégration qu'ils ont initiés et adoptés comme vecteur de développement au sein du continent

3. Les initiatives du mouvement syndical africain dans le domaine

Depuis 2008, la CSI-Afrique a mené plusieurs actions relatives à :

→ la mise en œuvre du projet «Renforcement des interventions de la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale» avec le soutien de la Centrale Syndicale Finlandaise SASK,

→ la participation à des ateliers, conférences, fora, panels, réunions, séminaires et sur le plan continental et international en lien avec la politique économique et sociale.

3-1. Les actions dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Renforcement des interventions de la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale»

La mise en œuvre du Projet

Plusieurs actions ont été entreprises :

- la réalisation des inventaires des recherches faites par les affiliées dans le domaine de la politique économique et sociale,
- l'évaluation des relations du monde syndical avec le monde académique,
- l'organisation de séminaires de recherche à l'intention de chercheurs syndicaux (Lomé et Nairobi),
- la tenue d'un atelier sur l'élaboration de document de politique sur le travail décent à l'intention de jeunes leaders syndicaux,
- la formation des équipes de recherche au niveau des organisations affiliées

3-2. Les actions dans le cadre de la participation à des ateliers, conférences, fora, panels, réunions, séminaires

Production de plusieurs documents et articles et matériels didactiques en rapport avec les questions socio économiques, notamment:

- ➔ la crise financières et économique et ses implications pour les économies africaines,
- ➔ les accords et pratiques commerciaux internationaux,
- ➔ les processus et mécanismes d'intégration économique,
- ➔ les problèmes de gouvernance,
- ➔ la question d'emploi et la problématique du travail décent en Afrique,
- ➔ les questions de développement et les perceptions des syndicats africains.

3-3. Implications et impacts des actions de la CSI-Afrique

→ L'installation d'équipes de chercheurs au niveau de 33 organisations affiliées

→ L'implication dans le processus de veille et de suivi de la crise financière mondiale mis en place par le mouvement syndical international par sa participation :

- Réunions du TUAC (Assemblée syndicale consultative auprès de l'OCDE)**
- Réunions du groupe syndical sur l'efficacité du développement**
- Réunions Syndicaux /FMI et Banque Mondiale**
- Manifestations et actions lors des Réunions du G20**
- Réunions du BIT et des Nations Unions sur les questions de politique économique (Juin 09, juin 10, mars 11, mai 11**

- **La dissémination lors des forums 2009 et 2010 des résultats des études** réalisées par les chercheurs syndicaux du réseau ALRN sur
- (i) ***les investissements chinois en Afrique*** portant sur 10 pays africains et
 - (ii) ***les femmes et les syndicats en Afrique*** portant sur 8 pays africains,.

→ **La contribution à des formations**

- Universités d'été des bureaux de FES au Bénin et au Cameroun en 2009, 2010 et 2011)
- Atelier des experts syndicaux sur le commerce et l'intégration

→ **La contribution à la définition de positions syndicales** sur les problèmes socio-économiques de l'heure et à la recherche d'alternatives en matière de développement :

- *les déclarations issues des forums 2009 et 2010 sur la crise économique et financière et le pacte mondial pour l'emploi ;*
- *la position syndicale sur les accords de partenariat économique avec l'Union Européenne de septembre 2010 ;*
- *la déclaration des jeunes leaders syndicaux lors de l'atelier pour l'élaboration de documents de politique sur le travail décent d'octobre 2010 ;*
- *le rapport de l'atelier de l'équipe de la CSI-Afrique chargée du nouveau modèle de croissance en juillet 2010 ;*
- *les documents issus du forum annuel syndical africain de la rentrée de la CSI-Afrique en janvier 2011*

4. Les perspectives et les axes d'actions futures

Pour les actions futures,

- Les syndicats devront s'impliquer et prendre part aux niveaux national, régional et mondial à la formulation, à l'adoption et à la mise en œuvre des politiques qui mènent à la création d'emplois productifs et décents et à la transformation de l'économie informelle;
- Les syndicats devront demander à être consultés par les gouvernements sur tous les sujets relatifs aux solutions à apporter à la crise;
- Les syndicats devront œuvrer à la mise sur pied d'organisations unies indépendantes, démocratiques pour le bien-être de tous les travailleurs africains et pour bâtir un monde où tout un chacun pourra développer pleinement ses potentialités dans des conditions de liberté, de démocratie, de bonne gouvernance, d'égalité et de justice sociale ;

- Les syndicats devront entreprendre des actions concrètes pour renforcer leurs capacités et améliorer leurs connaissances et sources d'information, sensibiliser les travailleurs, proposer et assurer le plaidoyer pour une alternative au libéralisme;
- Les syndicats devront former des alliances stratégiques avec d'autres forces protagonistes pour promouvoir la justice sociale.